



KPMG S.A.
19 rue Clément Ader
Pôle Henri Farman - BP 162
51685 Reims

Association Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire Grand Est

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Association Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire Grand Est
5, rue de la Coopérative - 67000 Strasbourg

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG S.A.
19 rue Clément Ader
Pôle Henri Farman - BP 162
51685 Reims

Association Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire Grand Est

5, rue de la Coopérative - 67000 Strasbourg

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'Assemblée Générale de l'association Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire Grand Est,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire Grand Est relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur la traduction comptable des subventions allouées et le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Reims, le 23 avril 2025

KPMG S.A.

Patrick ZEIMETT

Associé

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	9 360	9 360	0	
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	30 154	22 103	8 051	13 711
Autres immobilisations corporelles	163 053	155 360	7 694	14 750
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
<i>Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés</i>				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées	15 225		15 225	15 225
Autres titres immobilisés	16 998		16 998	16 998
Prêts				
Autres	6 907		6 907	6 976
Total I	241 698	186 823	54 875	67 660
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Avances et acomptes versés sur commande				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	28 876	15 619	13 257	56 458
<i>Créances reçues par legs ou donations</i>				
Autres	379 893		379 893	355 967
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	373 527		373 527	374 264
Charges constatées d'avance	7 949		7 949	6 438
Total II	790 244	15 619	774 625	793 127
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	1 031 942	202 442	829 500	860 787

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	18 569	18 569
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles	139 051	139 051
Réserves pour projet de l'entité	40 495	40 495
Autres		
Report à nouveau	172 472	223 029
Excédent ou déficit de l'exercice	32 263	-50 557
Situation nette (sous total)	402 850	370 587
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		1 465
Provisions réglementées		
Total I	402 850	372 052
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	9 000	29 000
Total II	9 000	29 000
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
Total III	0	0
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	56 290	86 716
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	151 185	133 238
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	126 006	119 028
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	11 156	17 153
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	73 013	103 600
Total IV	417 650	459 735
Ecarts de conversion Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + III bis + IV + V)	829 500	860 787

COMPTE DE RESULTAT	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	70 425	62 400
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	103 108	191 629
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	1 152 671	1 068 449
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières	44 617	27 687
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	58 380	4 233
Utilisation des fonds dédiés	29 000	60 000
Autres produits	9 294	3 359
Total I	1 467 495	1 417 757
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	380 443	408 676
Aides financières	75 553	82 649
Impôts, taxes et versements assimilés	57 786	49 945
Salaires et traitements	649 918	604 358
Charges sociales	228 495	210 607
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	29 136	73 672
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés	9 000	29 000
Autres charges	3 404	7 031
Total II	1 433 734	1 465 938
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	33 761	-48 181

PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	2 886	3 715
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total III	2 886	3 715
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	1 090	1 528
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total IV	1 090	1 528
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	1 796	2 187
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	35 557	-45 994
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	1 074	
Sur opérations en capital	1 465	1 419
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total V	2 539	1 419
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	5 776	5 855
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total VI	5 776	5 855
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-3 237	-4 436
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	57	126
Total des produits (I + III + V)	1 472 920	1 422 891
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	1 440 657	1 473 448
EXCEDENT OU DEFICIT	32 263	-50 557
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat	31 538	29 325
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Personnel bénévole	31 538	29 325
TOTAL	31 538	29 325



SARL H-CA
Habets Conseil et Audit
SARL au capital de 10 000 €
7 rue Pierre Salmon 51430 Bezannes

Téléphone : 06.72.62.66.51
Mail : eric.habets@cabinethca.fr

Association CRESS Grand Est

Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2024

Table des matières

1	Présentation de l'entité	2
1.1	Objet social	2
1.2	Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées	3
1.3	Description des moyens mis en œuvre	3
1.4	Faits majeurs de l'exercice et post-clôture	4
1.4.1	Événements principaux de l'exercice	4
1.4.2	Événements postérieurs à la clôture	4
1.5	Principes, règles et méthodes comptables	4
1.5.1	Présentation des comptes	4
1.5.2	Méthode générale	4
1.5.3	Changement de méthode comptable	4
1.5.4	Changement de méthode d'évaluation	5
2	Informations relatives au bilan	6
2.1	Bilan actif	6
2.1.1	Immobilisations corporelles, incorporelles, financières – Mouvements principaux	6
2.1.2	Immobilisations corporelles – Amortissements pour dépréciation	6
2.1.3	Etat des immobilisations	7
2.1.4	Etat des amortissements	7
2.1.5	Liste des filiales et participations	8
2.1.6	Créances	8
2.1.7	Produits à recevoir – autres créances	8
2.1.8	Valeurs mobilières de placement	8
2.1.9	Charges constatées d'avances	8
2.2	Bilan passif	9
2.2.1	Fonds propres	9
2.2.2	Engagements pris en matière de retraite	9
2.2.3	Autres provisions pour risques et charges	9
2.2.4	Fonds dédiés	10
2.2.5	Dettes financières	10
2.2.6	Autres dettes	10
2.2.7	Etat des charges à payer	10
2.2.8	Produits constatés d'avance	11
3	Informations relatives au compte de résultat	12
3.1	Subventions d'exploitation	12
3.2	Autres produits d'exploitation	13
3.3	Résultat exceptionnel	13
4	Autres informations	13
4.1	Etat des effectifs	13
4.2	Honoraires des commissaires aux comptes	13
4.3	Contributions volontaires en nature	14

1 Présentation de l'entité

1.1 *Objet social*

La Chambre Régionale de l'Economie sociale et solidaire du Grand Est a pour objet d'assister ses membres dans la poursuite de l'objectif d'intérêt général défini dans le préambule des statuts.

Elle assure à cet effet, au bénéfice des entreprises de l'économie sociale et solidaire sans préjudice des missions des organisations professionnelles et des réseaux locaux d'acteurs :

- la représentation auprès des pouvoirs publics des intérêts de l'économie sociale et solidaire ;
- l'appui à la création, au développement et au maintien des entreprises ;
- l'appui à la formation des dirigeants et des salariés d'entreprises ;
- la contribution à la collecte, à l'exploitation et à la mise à disposition des données économiques et sociales relatives aux entreprises de l'économie sociale et solidaire ;
- l'information des entreprises sur la dimension européenne de l'économie sociale et solidaire et l'appui à l'établissement de liens avec les entreprises du secteur établies dans les autres Etats membres de l'Union Européenne.

Elle assure la défense des intérêts de ses adhérents et plus généralement, de l'ensemble des acteurs de l'économie sociale et solidaire. Elle peut ester en justice aux fins, notamment de faire respecter par les entreprises de son ressort et relevant du 2° du II de l'article 1er de la loi ESS de 2014, l'application effective des conditions fixées à ce même article.

Dans les conditions définies par un décret d'application de la loi ESS du 31 Juillet 2014, elle tient à jour et assure la publication de la liste des entreprises de l'économie sociale et solidaire, ou sens des 1° et 2° du II de l'article 1er, qui sont situées dans son ressort. Elle peut généralement, faire toutes opérations de quelque nature qu'elles soient, se rattachant directement ou indirectement à cet objet, et susceptibles d'en faciliter le développement, la promotion, ou la réalisation dans le respect des principes de l'économie sociale et solidaire.

La compétence en matière de dialogue et de négociation sociale est du ressort exclusif des syndicats employeurs de l'économie sociale et solidaire, étant entendu sous ces termes toute forme de concertation, négociation, conduite de projet action nécessitant l'articulation entre les organisations syndicales des salariés et les organisations professionnelles d'employeurs, dans les domaines régis par les codes du travail et de la sécurité sociale.

La CRESS peut favoriser, par la connaissance qu'elle a des acteurs dans les territoires, les conditions de mise en place d'un dialogue social territorial dans l'économie sociale et solidaire.

La CRESS Grand Est peut, quand cela est pertinent, décliner son action de manière différenciée et adaptée en fonction des réalités des différents territoires qu'elle couvre.

1.2 Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

La CRESS Grand Est assure la représentativité, la promotion, le soutien au développement et la défense des structures de l'ESS. Elle est en charge également de l'appui à la montée en compétences des dirigeants et des salariés, ainsi que de la réalisation et la publication d'études spécifiques.

Les missions réalisées par la CRESS Grand Est sont regroupées par pôles thématiques :

- Pôle accompagnement des acteurs de l'ESS, regroupant des missions en lien avec :
 - . L'accompagnement de projet
 - . Le DLA régional
 - . La création, le développement et l'accompagnement des pôles territoriaux
- Pôle développement d'affaire, regroupant les missions en lien avec :
 - . Les achats socialement responsables (Kaleidoscoop, Marché OFF, ...)
 - . La clause sociale
- Pôle emploi et formation, regroupant les missions en lien avec :
 - . La formation aux porteurs de projet "Be Est"
 - . La promotion, le développement de l'emploi et de la QVT en Grand Est
- Pôle promotion, sensibilisation, veille, regroupant les missions en lien avec :
 - . Le mois de l'ESS
 - . L'Observatoire régional
 - . La sensibilisation (Made in ESS...)

1.3 Description des moyens mis en œuvre

Afin de réaliser ses objectifs, la CRESS utilise les moyens suivants :

- Moyens humains
 - . des administrateurs bénévoles
 - . des collaborateurs salariés au nombre de 19,5 équivalents temps plein sur l'exercice
- Moyens matériels
 - . des locaux en location situés :
 - > 14 avenue Hoche 51100 REIMS
 - > 5 rue de la Coopérative 67000 STRASBOURG
 - > 13 rue Jean Moulin 54510 TOMBLAINE
 - > TELIS - Metz Technopole - 1 rue Marconi 57070 METZ
 - . du matériel (bureautique, informatique et mobilier, le matériel spécifique)
- Moyens financiers
 - . des partenaires
 - . les adhésions par collègues
 - . des subventions
 - . des prestations de service

1.4 Faits majeurs de l'exercice et post-clôture

1.4.1 Evénements principaux de l'exercice

Il n'est survenu aucun fait significatif au cours de l'exercice.

1.4.2 Evénements postérieurs à la clôture

Il n'est survenu aucun événement significatif postérieur à la date de clôture.

1.5 Principes, règles et méthodes comptables

1.5.1 Présentation des comptes

Les documents dénommés états financiers comprennent :

- le bilan,
- le compte de résultat,
- l'annexe.

1.5.2 Méthode générale

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06, puis à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce et du plan comptable général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

1.5.3 Changement de méthode comptable

Aucun changement de méthode comptable n'est intervenu sur l'exercice.

1.5.4 Changement de méthode d'évaluation

Aucun changement de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice.

2 Informations relatives au bilan

2.1 Bilan actif

2.1.1 Immobilisations corporelles, incorporelles, financières – Mouvements principaux

Une acquisition d'immobilisation a eu lieu sur l'exercice, pour 800 €.

Aucune sortie n'a été constatée sur l'exercice.

2.1.2 Immobilisations corporelles – Amortissements pour dépréciation

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Immobilisations incorporelles	Linéaire	1 à 3 ans
Matériel	Linéaire	5 ans
Agencements	Linéaire	1 à 7 ans
Matériel de bureau et informatique	Linéaire	1 à 7 ans
Mobilier	Linéaire	1 à 10 ans

2.1.3 Etat des immobilisations

	Solde au 01/01/2024	Augmentation	Diminution	Solde au 31/12/2024
Immobilisations incorporelles	9 360			9 360
Matériel	30 154			30 154
Agencements	58 101			58 101
Matériel de bureau et informatique	92 206	800		93 006
Mobilier	11 946			11 946
	201 767	800	0	202 567

2.1.4 Etat des amortissements

	Solde au 01/01/2024	Augmentation	Diminution	Solde au 31/12/2024
Immobilisations incorporelles	9 360			9 360
Matériel	16 443	5 660		22 103
Agencements	47 407	5 456		52 863
Matériel de bureau et informatique	89 532	2 190		91 722
Mobilier	10 564	210		10 774
	173 306	13 516		186 822

2.1.5 Liste des filiales et participations

Dénomination	% de détention	Capital	Valeur des titres
SCIC KaléidosCOOP	15,3%	98 200	. 15 000

2.1.6 Créances

Toutes les créances de l'actif circulant sont d'échéance inférieure à un an.

2.1.7 Produits à recevoir – autres créances

Le poste « autres créances » affiche un solde de 379 893 € au 31/12/2024. Il est constitué principalement de subventions à recevoir :

- Du FSE, pour 91 439 €
- De l'Etat, pour 87 830 €
- De la Région, pour 139 489 €
- Des Départements, pour 2 500 €
- De la Caisse des Dépôts et Consignations, pour 56 961 €

2.1.8 Valeurs mobilières de placement

Les placements financiers sont constitués exclusivement d'un livret A et d'un compte sur livret.

Les intérêts comptabilisés sur l'exercice s'élèvent à 2 886 €.

2.1.9 Charges constatées d'avances

Les charges constatées d'avance, dont le total s'élève à 7 949 € sont constituées principalement des charges de loyers, d'abonnement ou de maintenance logiciel portant sur l'année 2025.

2.2 Bilan passif

2.2.1 Fonds propres

Libellé	Solde au début de l'exercice	Diminution	Augmentation	Solde à la fin de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	18 569			18 569
Fonds propres avec droit de reprise				
Réserves	179 546			179 546
Report à nouveau créditeur	223 029	50 557		172 472
Résultat	-50 557	- 50 557	32 263	32 263
Total situation nette	370 587	0	32 263	402 850
Subventions d'investissement	1 465	1 465		
TOTAL	372 052	1 465	32 263	372 052

Le résultat de l'exercice 2023, déficitaire de 50 557 €, a été affecté en Report à Nouveau.

2.2.2 Engagements pris en matière de retraite

Le montant des droits qui sont acquis par les salariés pour indemnités de départ à la retraite, en tenant compte d'un pourcentage de probabilité de présence dans l'association à l'âge de la retraite, n'est pas comptabilisé car non significatif.

2.2.3 Autres provisions pour risques et charges

A la clôture des comptes clos au 31 décembre 2024, aucune provision n'a été constatée. Les montants comptabilisés en subventions de fonctionnement tiennent compte des réalisations effectives, et ont ainsi été ajustés pour tenir compte des bilans d'activité et des budgets effectivement consommés sur l'exercice 2024.

2.2.4 Fonds dédiés

	Ouverture de l'exercice	Reports	Utilisation		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursement		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
EMS 2023	9 000 €		9 000 €				
CPO 2023	20 000 €		20 000 €				
CPO 2024		6 000 €				6 000 €	
Départements 2024		3 000 €				3 000 €	
TOTAL	29 000 €	9 000 €	29 000 €			9 000 €	

2.2.5 Dettes financières

Les dettes financières sont constituées de 2 emprunts, dont l'échéancier global est le suivant :

	TOTAL	A moins d'un an	1 à 5 ans	+ 5 ans
Dettes financières	56 290	21 892	34 398	0

2.2.6 Autres dettes

Toutes les autres dettes figurant au passif du bilan sont d'échéance inférieure à un an.

2.2.7 Etat des charges à payer

Les charges à payer s'élèvent à 144 602 € et se composent :

- De factures non parvenues, pour 70 994 €
- De dettes sociales, pour 73 608 €

2.2.8 *Produits constatés d'avance*

Les produits constatés d'avance portent dans leur intégralité, soit 73 013 €, sur la subvention de l'ANACT notifiée sur l'exercice 2023 mais non encore consommée à la fin de l'exercice 2024.

3 Informations relatives au compte de résultat

3.1 Subventions d'exploitation

L'association est financée notamment par des subventions. Le tableau suivant recense l'ensemble des subventions octroyées à la CRESS Grand Est au titre de l'année 2024, ventilées par financeurs.

	Subvention 2024	Dont reçue	Reste à percevoir au 31/12/2024
FSE	199 039 €	107 603 €	91 436 €
SGARE	158 687 €	158 687 €	
DREETS	162 843 €	147 533 €	15 310 €
Région	291 640 €	152 150 €	139 490 €
Départements	51 500 €	49 000 €	2 500 €
Communes et agglomérations			
Ville de Strasbourg	105 000 €	105 000 €	
EMS	94 000 €	94 000 €	
Grand Reims	30 000 €	30 000 €	
Ville de Metz	3 000 €	3 000 €	
Caisse des Dépôts	56 961 €		56 961 €
TOTAL	1 152 670 €	846 973 €	305 697 €

3.2 Autres produits d'exploitation

Les autres produits d'exploitation sont constitués :

- De cotisations versées par les membres	=	70 425 €
- De prestations rendues par la CRESS	=	103 108 €
- Des indemnités reversées par le CESER	=	14 031 €
- D'une contribution versée par l'ANACT	=	30 587 €
- D'une reprise de provision pour créances douteuses	=	58 380 €
- De reprises de fonds dédiés	=	29 000 €
- D'autres produits divers	=	9 294 €

3.3 Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel s'élève à – 3 237 €.

Il porte principalement sur un reversement d'une subvention 2023 dont l'association n'avait pas connaissance à la clôture de l'exercice précédent.

4 Autres informations

4.1 Etat des effectifs

Au 31 décembre 2024, l'association compte 16 salariés permanents

Le nombre d'équivalents temps plein employés sur l'exercice s'élève à 19,5.

4.2 Honoraires des commissaires aux comptes

	CAC
Au titre de la mission de contrôle légal des comptes 2024	8 260 €

4.3 Contributions volontaires en nature

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit. Ceci correspond à :

- Des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes ;
- Des contributions en biens : dons en nature redistribués ou consommés en l'état ;
- Des contributions en services : mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services

Le fonctionnement de la CRESS s'appuie notamment sur le bénévolat d'un certain nombre d'administrateurs.

Sur la base d'un nombre de heures estimé sur 2024 à 1051,25 heures, valorisées à 30 €/h, le montant des contributions volontaire figurant au pied du compte de résultat s'élève à 31538€.